



Membre Fondateur

- De la Fédération Internationale des journalistes
- De l'Union Syndicale Solidaires

Défendons la liberté de l'information !

Le Conseil représentatif des institutions juives de France et l'ambassadeur d'Israël demandent à être reçus par le président de France Télévisions.

Cette démarche fait suite à la campagne diffamatoire lancée contre l'émission "Un œil sur la planète". Son "crime": avoir consacré, le lundi 3 octobre, deux heures de reportages à la question: "Un Etat palestinien est-il possible?"

Communiqués hystériques, flot de courriers électroniques souvent insultants, menaces physiques contre le présentateur de la soirée : tout est bon pour tenter d'intimider les journalistes de France 2.

Tout, sauf des arguments rationnels. Aucun de ces textes - y compris une contre-émission sur le site de l'ambassade d'Israël - n'a réussi à démontrer la moindre erreur factuelle qu'auraient commise les journalistes du magazine « Un œil sur la planète ».

Nous, journalistes de médias et de sensibilités différents sommes évidemment attentifs à la critique constructive des lecteurs, auditeurs et téléspectateurs. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit.

C'est pourquoi nous, Syndicat National des Journalistes (SNJ), première organisation de la profession, affirmons notre solidarité avec nos confrères attaqués et disons "assez" ! Comme si le harcèlement contre Charles Enderlin n'avait pas suffi. Répétons-le : il ne revient pas à une ambassade ni à un organisme communautaire - quels qu'ils soient - de dicter aux journalistes français ce qu'ils doivent et ne doivent pas écrire ou dire.

Paris, le 10 octobre 2011.

**Contact : Dominique Pradalié, secrétaire générale du SNJ,
06 73 68 26 59 ou dpradalie@snj.fr**

**Les pétitions sont à envoyer au :
SNJ – 33 rue du Louvre – 75002 Paris ou snj@snj.fr**

